

ACCORD CADRE DE TRAVAUX



DIRECTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER
Département des contrats immobiliers
18 rue Goethe
CS 90032
67081 STRASBOURG cedex
Tél: 03 68 85 06 83/56 27

**ACCORD-CADRE
RELATIF AUX MAINTENANCES ET TRAVAUX ASSOCIES
DES SITES DE L'UNIVERSITE DE STRASBOURG**

**LOT 6 A : CAMPUS EXTERIEUR : ESPACES VERTS, ELAGAGE ET ANTI-
GRAFFITI**

Date et heure limites de réception des offres

Mercredi 12 mai 2021 à 16H00

Règlement de la Consultation

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.3 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	4
1.4 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	5
1.5 - NOMENCLATURES COMMUNAUTAIRES ET INTERNES	5
ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
2.1 - DUREE DE L'ACCORD CADRE, DELAIS D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE, DELAIS D'INTERVENTION	5
2.2 - VARIANTES	5
2.3 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	6
2.4 - MODE DE REGLEMENT DU MARCHÉ ET MODALITES DE FINANCEMENT	6
2.5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	6
2.6 - CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE	6
ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
4.1. - PIECES DE LA CANDIDATURE	8
4.2 - PIECES DE L'OFFRE	9
ARTICLE 5 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	9
5.1 - MODALITES D'ATTRIBUTION DE CHAQUE LOT DE L'ACCORD CADRE	9
5.2 - SUITE A DONNER A LA CONSULTATION :	11
ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	11
6.1 DEMATERIALISATION DES MARCHES PUBLICS	11
6.2 TRANSMISSION ELECTRONIQUE	12
6.3 TRANSMISSION D'UNE COPIE DE SAUVEGARDE	13
ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	14
ARTICLE 8 : VISITES SUR SITES ET/OU CONSULTATIONS SUR PLACE	14

Article premier : Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation porte à la fois sur la maintenance préventive et corrective concernant les espaces verts ainsi que les surfaces verticales concernant l'activité d'enlèvement de graffitis.

L'attention du candidat est attirée sur le fait qu'il s'agit d'un marché avec un objectif de résultat.

Lieu(x) d'exécution : L'ensemble des sites de l'Université de Strasbourg (UNISTRA), répartis sur l'ensemble des campus de l'UNISTRA. Le lieu étant précisé à chaque bon de commande et/ou dans les DPGF concernant la maintenance préventive.

Réalisation de prestations similaires :

Les prestations, objet de la présente consultation, pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires, passé en application de la **procédure négociée de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique** et qui seront exécutées par l'attributaire de ce présent marché.

1.2 - Etendue de la consultation

Cette consultation est un appel d'offres ouvert passé en application des articles **R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la Commande publique**.

Elle suit les dispositions des articles R. 2162-1 et suivants du Code de la commande publique visant les accords-cadres exécutés par l'émission de bons de commande.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Communes (CCTC), dans les cahiers des clauses techniques particulières de l'accord-cadre (CCTP propres à chaque corps de métiers), ainsi que leurs annexes.

Il s'agit d'un accord-cadre mono attributaire conclu sans montant minimum ni montant maximum.

A titre indicatif, l'évaluation des besoins du marché, s'agissant de la maintenance préventive, a été estimée à 285 000,00 € HT par an.

L'Université n'est cependant astreinte à aucun minimum de commande. Aucune demande indemnitaire de la part d'un titulaire ne sera acceptée.

Il s'agit d'un marché mixte qui inclut :

- 1/ **Une partie forfaitaire** relative aux prestations de maintenance préventive définies dans le CCTC et précisées au CCTP, ainsi que dans la DPGF associée ;
- 2/ **Une partie à bons de commande** relative à l'ensemble des prestations autres que la maintenance préventive (maintenance corrective, travaux associés...) définies au CCTC et précisées dans le CCTP et dans le BPU.

Fonctionnement :

L'ensemble de la maintenance préventive réglée à prix forfaitaire, fera l'objet d'un bon de commande annuel conforme aux prix de la DPGF et d'une facturation mensuelle, établie par lot et par domaine, conformément aux prix indiqués à la DPGF.

L'ensemble des prestations autres que les maintenances préventives (maintenances correctives, travaux associés...) feront l'objet de bons de commande notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins, selon les prix unitaires annoncés par le candidat dans son B.P.U.

1.3 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches dans le présent accord-cadre.

Le marché est composé de 7 lots au total.

La présente consultation concerne le lot 6.A.

Lots N°	Zones Géographique	Domaines													
		Thermique, ventilation, climatisation, Air comprimé	Courant fort et courant faible	Sanitaire	Désenfumage	Système de sécurité incendie	Appareil de levage	Portes et portails	Clos et couvert	Miroiterie et menuiserie extérieure	Espaces verts et élagage	Réseaux d'assainissement et AEP	Eclairage extérieur	Enlèvement de graffitis et d'affiches	Bornes et barrières
1	Campus Historique et ville	X	X	X	X	X	X	X	X	X					
2	Campus Esplanade	X	X	X	X	X	X	X	X	X					
3	Campus Illkirch et Meinau	X	X	X	X	X	X	X	X	X					
4	Campus Cronenbourg et Campus délocalisés	X	X	X	X	X	X	X	X	X					
5	Campus Hôpital et Campus Médecine	X	X	X	X	X	X	X	X	X					
6.A	Campus extérieurs espaces verts (Historique- 6 ha, Esplanade – 16 ha, Illkirch-22 ha, Cronenbourg – 4 ha, Hôpital – 6ha)										X			X	
6.B	Campus extérieurs (Historique- 6 ha, Esplanade – 16 ha, Illkirch-22 ha, Cronenbourg – 4 ha, Hôpital – 6ha)											X	X		X

Les lots 1 à 5 sont déjà attribués et en cours d'exécution.

Le lot 6.B fera l'objet d'une consultation ultérieure.

1.4 - Conditions de participation des concurrents

Les concurrents retenus pour cette consultation se présentent sous la forme d'un prestataire unique ou d'un groupement.

L'université assurant une mission de continuité de service public, en cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 Euros T.T.C.

1.5 – Nomenclatures communautaires et internes

La classification principale et complémentaire conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Classification principale CPV	
45112700-2	Travaux d'aménagement paysager espace vert
Classification secondaire CPV	
77310000-6	Réalisation et entretien d'espace vert
77341000-2	Elagage des arbres
90690000-0	Service d'enlèvement de graffitis
50324200-4	Service de maintenance préventive

La classification de la nomenclature de l'Université de Strasbourg est la suivante :

Classification UNISTRA	
BG.21	Services de création et d'entretien des espaces verts
BB.12	Service de nettoyage spécialisé des locaux

Article 2 : Conditions de la consultation

2.1 - Durée de l'accord cadre, délais d'exécution des bons de commande, délais d'intervention

La durée de l'accord cadre est fixé à l'article 1.3 du CCAP de l'accord-cadre (référéncé DCI 2020 365). Les délais d'exécution des bons de commande et les délais d'intervention seront fixés à l'article 6 dudit C.C.A.P.

2.2 – Variantes

L'accord-cadre ne prévoit aucune variante, qu'elles soient à l'initiative du pouvoir adjudicateur ou de la société. Les concurrents devront présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation.

2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres de l'accord cadre est fixé à **150 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.4 - Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

2.5 - Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne fait pas l'objet de conditions particulières d'exécution visées par l'article R. 2372-13 du Code de la Commande Publique relatif aux prestations artistiques.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par l'article R.2431-23 du Code de la Commande Publique relatif aux opérations de réhabilitation de bâtiment.

Cette consultation comporte une clause d'insertion sociale, précisée à l'article 15 du CCAP.

2.6 - Confidentialité et mesures de sécurité

Se reporter aux articles 1.12 du CCAP et 7.7 du C.C.T.C.

Article 3 : Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation se compose des pièces suivantes :

- **L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes :**
 - L'annexe 1 à l'A.E. relative à la présentation d'un sous-traitant (ou acte spécial) concernant la maintenance préventive;
 - L'annexe 2 à l'A.E. relative à la désignation des cotraitants et à la répartition des prestations concernant la maintenance préventive ;
- **Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ;**
- **Le Cahier des Clauses Techniques Communes (C.C.T.C.) ;**
- **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) :**
 - CCTP10 – Espace vert, élagage et anti graffiti ;
 - Annexe CCTP 10 – plans par secteur – espaces verts, élagages et anti-graffitis ;
- **Les DSCS de l'Université de Strasbourg :**
 - DSCE : DSC Exploitation – ind B ;
- **Le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.)** concernant la maintenance corrective et les travaux associés ;
- **La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.)** concernant les prestations de maintenance préventive ;
- **Le règlement de la consultation (R.C.) ;**
- **Le cadre de mémoire technique ;**
- **L'exercice du lot 6 A ;**
- **La fiche d'identification du candidat.**

Les pièces ci-dessus sont acceptées sans réserve par les candidats. Seul l'exemplaire conservé par l'administration fait foi.

IMPORTANT

Les frais de reprographie des documents du dossier de consultation sont à la charge du candidat, qui pourra télécharger toutes les pièces sous format informatique sur le site :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, les documents de la consultation y sont dorénavant librement accessibles, sans identification obligatoire des opérateurs économiques.

Néanmoins, il vous est fortement conseillé de procéder à votre identification car celle-ci vous permet d'être tenu informé automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE. Dans le cas contraire, il vous appartiendra de récupérer par vos propres moyens les informations communiquées.

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique (CD-ROM, clé USB) n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard **6 jours avant la date limite de réception des offres, soit le jeudi 6 mai 2021.** Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 4 : Présentation des candidatures et des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Les candidats pourront utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site <https://www.economie.gouv.fr/>. A défaut de transmission de ces formulaires, les éléments indiqués ci-dessous devront être apportés par le candidat : Documents, certificats, attestations ou déclarations visés aux articles R.2143-3 et R.2143-7 et suivants du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2143-4 du Code de la commande publique, l'Université de Strasbourg accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution 2016/7 de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen, en lieu et place des documents mentionnés à l'article R.2143-3 du même code. Le document unique de marché européen devra obligatoirement être rédigé en français.

4.1. - Pièces de la candidature

Afin de faciliter les éventuels échanges, **il est demandé aux candidats de remplir la fiche d'identification de candidat** (document UNISTRA joint au DCE) :

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article R.2142-3 et suivants du Code de la Commande publique :

- Copie du/des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la commande publique susvisée et notamment qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus à l'article R.2142-6 et suivants du code de la commande publique:

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- **Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels : en particulier une copie des attestations d'assurance « Responsabilité Civile » et « Décennale ».**

Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus à l'article R.2143-15 et suivants du code de la commande publique :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature ;

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

NOTA : Avant de notifier le marché au titulaire, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander au candidat concerné de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 5 jours ouvrés maximum.

Par ailleurs dans l'objectif d'allègement des délais de procédure, il est conseillé de joindre les déclarations fiscales et sociales (NOTI 2 ou liasse 3666 et la déclaration URSSAF), ainsi que les pièces mentionnées aux articles D8222-5 et D822-7 du Code du travail et un RIB. Toutefois, en cas d'impossibilité, l'absence de ces documents n'entraînera ni rejet, ni pénalités.

4.2 - Pièces de l'offre

Le projet de marché doit contenir les pièces suivantes :

- **L'acte d'engagement (A.E.)** à compléter, dater et signer en original par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat, accompagné de ses annexes :
 - L'annexe 1 à l'A.E. relative à la présentation d'un sous-traitant (ou acte spécial) ;
 - L'annexe 2 à l'A.E. relative à la désignation des cotraitants et à la répartition des prestations ;
- **Le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.) concernant les prestations de maintenance corrective et les petits travaux associés**, à compléter ;
- **La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.)** concernant les prestations de maintenance préventive, à compléter ;
- **Le cadre de mémoire technique**, à compléter pour répondre à l'exercice.

Le candidat est réputé accepter les termes des pièces du dossier de consultation. Seuls les exemplaires conservés par l'administration font foi.

L'ensemble des documents est disponible sur la plateforme PLACE ;

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant les pièces de la candidature et de l'offre.

NOTA : L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue à l'article 7.1 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.
Si le candidat est une PME, il doit le préciser à l'article 1^{er} de l'acte d'engagement.

Article 5 : Sélection des candidatures et jugement des offres

5.1 – Modalités d'attribution de chaque lot de l'accord cadre

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

Capacités techniques, financières et professionnelles

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés et jugés de la manière suivante :

Libellé	Points
1- Valeur technique des prestations	55
2- Prix des prestations	45

1- Le critère « Valeur technique des prestations » sera divisé en plusieurs sous-critères présentés ci-dessous :

- **Organisation de la société et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché (15 points) :**
le candidat exprimera dans ce paragraphe quels sont les moyens humains et matériels mis en place dans ce marché pour réaliser l'ensemble des prestations demandées.

- **Exercice 1 : Plantation d'un arbre (20 points) :** Le candidat se placera **en situation de simulation face à une demande d'intervention type :**

L'université souhaiterait planter un arbre (diamètre 35/40) entre le bâtiment de UFR de mathématiques et l'IBMC (Cf. annexe 5 du CCTP). Il vous est demandé :

- De choisir l'arbre qui convient le mieux, en tenant compte des spécificités allergènes et climatiques ;
- D'expliciter l'ensemble de l'étude, la mise en œuvre, le choix de l'espèce ainsi que les garanties et le comportement de l'espèce ;
- De proposer un devis conforme au BPU.

- **Exercice 2 : Réfection du terrain de sport (20 points) :** (Cf. annexe 5 du CCTP). Le candidat se placera **en situation de simulation face à une demande d'intervention type** et précisera les points ci-après :

- Indiquer toutes les suggestions nécessaires pour assurer la réfection de la pelouse ;
- Proposer un budget ;
- Proposer un planning de chantier ;
- Proposer toutes les interfaces chantier/utilisateurs ;
- Proposer un devis conforme au BPU.

⇒ Les sous- critères seront notés comme suit :

- **Nb de points maximum x 1** pour une proposition jugée « **très satisfaisante** », de standard exceptionnel ;
- **Nb de points maximum x 0,75** pour une proposition jugée « **satisfaisante** », de standard élevé ;
- **Nb de points maximum x 0,50** pour une proposition jugée « **correcte** », de standard moyen ;
- **Nb de points maximum x 0,25** pour proposition jugée « **passable** », lorsque les renseignements fournis sont très incomplets, trop généraux et/ou non spécifiques à l'opération ;
- **Nb de points maximum x 0** pour une « **absence d'informations** » ou que la réponse est « **hors sujet** ».

⇒ Pour l'ensemble de ces sous-critères, la solution obtenant la meilleure note est repondérée et reçoit finalement la note maximum (55 points). Les autres offres sont alors également repondérées suivant un produit en croix :

Note analysée x 55

Note la plus élevée

Ces sous-critères seront évalués à partir du « mémoire technique » fourni par le candidat dans son offre.

2- Le critère « prix des prestations » sera divisé en plusieurs sous-critères notés comme suit :

- 20 points pour tous les prix figurant à la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire
- 25 points pour tous les prix figurant au Bordereau des Prix Unitaires

⇒ La DPGF sera notée comme suit :

La solution la moins chère sur le **prix total de la DPGF**, reçoit la note maximum. Les autres offres sont notées de la manière suivante :

Montant de l'offre la moins chère x 20

Montant de l'offre analysée

⇒ Le BPU sera noté comme suit :

La solution la moins chère sur les **positions du BPU** reçoit la note maximum. Les autres offres sont notées de la manière suivante :

$$\frac{\text{Montant de l'offre la moins chère} \times 25}{\text{Montant de l'offre analysée}}$$

Le critère prix sera évalué à partir du BPU et de la DPGF complétés par le candidat dans son offre.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées entre le bordereau des prix unitaires, les DPGF et les autres pièces de l'offre, il ne sera tenu compte que du ou des montants corrigés pour le jugement de la consultation. Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à les rectifier ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Le candidat est réputé accepter les termes de l'ensemble des pièces du DCE.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de revenir vers les candidats pour leur demander de confirmer ou régulariser leur offre.

Si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à les rectifier ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

5.2 - Suite à donner à la consultation :

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les pièces de candidature prévues à l'article 4.1 du RC. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Article 6 : Conditions d'envoi ou de remise des plis

6.1 Dématérialisation des marchés publics

Dans le cadre de la réforme des marchés publics et à compter du 1er octobre 2018, l'ensemble des procédures de passation des marchés publics seront obligatoirement dématérialisées, c'est-à-dire conclues par voie électronique via la plateforme marches-publics (<https://www.marches-publics.gouv.fr/>).

Les plis des candidats devront être transmis électroniquement dans les conditions prévues à l'article 6.2 du présent règlement de consultation.

Tout envoi de plus par voie papier est irrégulier. L'Université de Strasbourg se réserve la possibilité de régulariser ou non ces offres en vertu des articles R.2152-1 et R.2152-2 du Code de la Commande publique.

Seule une copie de sauvegarde pourra être transmise par les candidats sous un autre format, dans les conditions prévues à l'article 6.3 du présent règlement de consultation.

L'ensemble des échanges entre les entreprises et l'Université de Strasbourg se fera via la plateforme marches-publics :

- Mise en ligne des documents de la consultation ;
- Echange questions/réponses ;

- Information des candidats non retenus ;
- Demande de complément de candidature ;
- Demande de documents administratifs dans le cadre du formulaire NOTI1 ;
- Envoi des documents de notification à l'attributaire.

Les offres transmises par télécopie ou par courriel ne sont pas acceptées.

6.2 Transmission électronique

La transmission électronique des plis est effectuée exclusivement à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Le pouvoir adjudicateur rappelle aux candidats que le temps de transmission électronique d'un dossier vers la plateforme marches-publics dépend notamment du volume des fichiers. Si le téléchargement n'est pas terminé avant la date et l'heure limite de réception, le délai de réception des offres étant clos, la candidature sera affichée hors délai. Par conséquent le candidat est invité à anticiper la latence informatique. L'Université de Strasbourg ne pourra être tenue responsable des difficultés informatiques rencontrées par le candidat.

Une aide technique à l'utilisation de la salle des marchés est disponible sur ce site. Les documents mis à disposition se composent du manuel d'utilisation, des conditions générales d'utilisation et des pré-requis techniques. Ces documents décrivant l'utilisation de la salle des marchés d'Achatpublic.com font partie intégrante du règlement de la consultation.

Les soumissionnaires envisageant d'utiliser la voie dématérialisée peuvent prendre connaissance des modalités techniques à l'adresse suivante :

https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/demataterialisation/Guide_OE_DEF_28052020.pdf

Les conditions de présentation des plis électroniques sont les suivantes :

- Un fichier comportant les pièces de la candidature ;
- Un fichier distinct comportant les pièces de l'offre.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les demandes d'envoi de dossiers, par courrier électronique ou sur support physique (papier, CD-ROM, clé USB) ne sont pas autorisées.

De même, soumission des candidatures par courriel n'est pas autorisée.

Avertissement :

La signature électronique des documents est obligatoire. Une signature manuscrite scannée ne peut pas remplacer la signature électronique.

Pour répondre sous format électronique, la personne habilitée à engager le soumissionnaire doit être titulaire d'un certificat électronique conforme au règlement « eIDAS » ou d'un certificat « RGS » de niveau ** ou * en cours de validité.**

Depuis le 19 mai 2013 les candidatures signées à partir d'un certificat « PRIS V1 » ne sont plus acceptées.

IMPORTANT : Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis. De ce fait, si un des candidats auxquels le pouvoir adjudicateur envisage de notifier le marché a transmis son offre par voie électronique, il devra transmettre un exemplaire papier de son offre dans un délai maximum de 7 jours suite à la demande de l'administration formulée par télécopie ou courriel afin que le représentant du pouvoir adjudicateur y appose sa signature électronique.

6.3 Transmission d'une copie de sauvegarde

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur candidature et de leur offre en complément d'un plis dématérialisé dans le format de leur choix (papier, CD-ROM, Clef USB).

Les copies de sauvegarde devront être **réceptionnées au plus tard aux date et heure limites fixées pour la réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.**

Les candidats transmettent la copie de sauvegarde de leur candidature et offre sous pli cacheté sur lequel apparaissent clairement :

- la **dénomination et les coordonnées de la société candidate**
- ainsi que la mention :

Copie de sauvegarde pour :

**Accord-cadre RELATIF AUX MAINTENANCES ET TRAVAUX ASSOCIES
DE L'ENSEMBLE DES SITES DE L'UNIVERSITE DE STRASBOURG**

Lot 6 A : CAMPUS EXTERIEUR : Espaces verts, élagage et anti-graffiti

NE PAS OUVRIR

Les copies de sauvegarde devront être :

- **Transmis par voie postale, en courrier recommandé avec accusé de réception ou par tout autre moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de réception.**

Elles sont adressées à :

**Université de Strasbourg
Direction du Patrimoine Immobilier
Département Contrats Immobilier
18, Rue Goethe
CS 90032
67081 STRASBOURG Cedex**

OU

- **Déposées, contre récépissé, à la même adresse (Direction du Patrimoine Immobilier – Accueil RDC) au plus tard aux date et heure fixées pour la réception des offres, du lundi au vendredi (sauf jours fériés) le matin de 9h à 12h et l'après-midi de 14h à 16h.**

Article 7 : Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande écrite au plus tard 14 jours calendaires avant la date limite de réception des offres, formulée sur la plateforme PLACE (www.marches-publics.gouv.fr), soit le **mercredi 28 avril 2021**.

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, **7 jours calendaires au plus tard avant la date limite de réception des offres**, soit le **mercredi 5 mai 2021 à 16h00**.

Article 8 : Visites sur sites et/ou consultations sur place

Le site étant en accès libre, aucune visite n'est prévue pour le présent accord-cadre.